

Convention collective

CHASSE ET PECHE (gardes-chasse et gardes - pêche particuliers)



N° de brochure : 3601

N° IDCC : 7015

Date de dernière mise à jour : 2016-03-23

Sommaire

Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974	1
TITRE Ier : Dispositions générales	1
Champ d'application	1
Définition	1
Avantages acquis	1
Durée, dénonciation, révision de la convention	1
Avenants à la convention	1
Adhésions ultérieures	1
Dépôt légal et extension	1
TITRE II : Procédure de conciliation et de médiation	1
Commission paritaire nationale	1
Commissions paritaires départementales ou régionales de conciliation	2
TITRE III : Droit syndical et liberté d'opinion - Délégués du personnel	2
Liberté syndicale et d'opinion	2
Droit de grève	2
Délégués du personnel et comités d'entreprise	2
TITRE IV : Classification des emplois	2
Définition des catégories professionnelles et des nombres de points correspondants	2
TITRE V : Salaires	2
Salaires	2
Salaires des jeunes gardes stagiaires	2
Rémunération des apprentis	3
Salaire des ouvriers à capacité réduite	3
Prime d'ancienneté	3
Avantages divers	3
Avantages en nature	3
TITRE VI : Paiement des salaires	3
Périodicité de la paie et modalités de règlement des salaires	3
Bulletin de paie	3
TITRE VII : Temps de travail, repos hebdomadaire	3
Durée du travail et rémunération forfaitaire	3
Repos hebdomadaire	4
TITRE VIII : Forclusion, Suspension, Cessation du contrat de travail	4
Embauchage	4
Période d'essai	4
Cessation du contrat de travail	4
Indemnité de licenciement (1)	4
Allocation de départ à la retraite	4
Certificat de travail	4
Reçu pour solde de tout compte	4
Suspension du contrat de travail	5
TITRE IX : Congés	5
Congés annuels payés	5
« Repos compensateur »	5
Congés spéciaux (1)	5
TITRE X : Hygiène et sécurité du travail	6
Hygiène et sécurité	6
« Habillement pour la protection du travailleur »	6
Produits nocifs, explosifs, travaux insalubres	6
Médecine du travail	6
« Garanties de salaire en cas de maladie ou d'accident du travail » (1)	6
« Assurance décès »	7
TITRE XI : Formation professionnelle et permanente	7
Textes Attachés	7
ANNEXE III CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973	7
Attestation de cessation de travail	7
ANNEXE IV Avenant n° 39 du 4 octobre 1989	7
Certificat de travail	7
ANNEXE V Avenant n° 39 du 4 octobre 1989 relatif aux salaires	7
Reçu pour solde de tout compte	7
ANNEXE VI CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973	8
Bulletin de paie	8
Avenant n° 66 du 2 octobre 2008	8
Textes Salaires	8
Primes de fauves et primes de gibier Convention collective nationale du 2 mai 1973	8
Primes de fauves et primes de gibier	8
Avenant n° 62 du 5 octobre 2005 relatif aux primes de fauves et aux primes de gibiers	9
Primes attribuées aux gardes-chasse particuliers	9
Avenant n° 63 du 5 octobre 2005 relatif aux salaires	9
Avenant n° 64 du 27 mars 2007 relatif aux salaires	10
Avenant n° 65 du 22 mai 2008 relatif aux salaires	11
Avenant n° 67 du 2 octobre 2008 relatif aux salaires	11
Liste des sigles	SIG-1
Liste thématique	THEM-1
Liste chronologique	CHRO-1
Index alphabétique	ALPHA-1

Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974

Signataires	
Organisations patronales	Syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche.
Organisations de salariés	Fédération générale des travailleurs de l'agriculture de l'alimentation et des secteurs connexes FO ; Syndicat national des gardes-chasse et gardes-pêche particuliers ; Syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CGC.
Organisations adhérentes	Adhérents : Fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC ; Fédération générale agroalimentaire CFDT.

TITRE Ier : Dispositions générales

Champ d'application

Article 1er

En vigueur étendu

La présente convention a pour but de faciliter et d'harmoniser les rapports entre les employeurs, les salariés et apprentis français des branches de la profession agricole suivante : gardes-chasse, gardes-pêche particuliers.

Elle s'applique nonobstant tous usages ou coutumes locaux et toutes stipulations contenues dans les contrats individuels de travail ou les accords d'établissement lorsque ceux-ci sont moins favorables aux salariés.

Définition

Article 2

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 24 du 16-7-1981 en vigueur le 1-7-1981 étendu par arrêté du 3-12-1981 JONC 14-1-1982.

Pour l'application de la présente convention collective, sera seul considéré comme garde-chasse ou garde-pêche particulier, le salarié assermenté ayant pour occupation essentielle, constante et exclusive la surveillance, l'entretien, la préparation, l'amélioration de la chasse ou de la pêche et tout ce qui s'y rapporte ainsi que la surveillance de l'exploitation de bois comprise dans le secteur territorial où s'exerce son activité étant entendu que cette occupation pourra être effectuée au profit de un ou plusieurs employeurs, chacune des parties prenantes demeurant responsable de l'application des dispositions de la convention en ce qui la concerne.

Toutefois, le garde-chasse ou garde-pêche particulier pourra assurer, pour le compte de son employeur, divers travaux de caractère domestique ou d'entretien du domaine, travaux qu'il convient de préciser lors de l'embauche ou d'un commun accord en cours d'engagement mais en aucun cas la totalité du temps passé à l'exécution de ces dits travaux ne pourra, sur quatre semaines consécutives, dépasser 20 % de la durée de travail hebdomadaire.

Nonobstant ce qui précède, les deux parties peuvent décider de déroger à ce seuil de 20 % sans renoncer pour autant au bénéfice de la présente convention.

Avantages acquis

Article 3

En vigueur étendu

La présente convention ne peut être cause pour aucun salarié et pour un travail équivalent d'une réduction de l'ensemble de la rémunération globale annuelle, y compris tous avantages en nature ou en espèces acquis antérieurement à la signature de la présente convention.

Toute convention conclue antérieurement sera, s'il y a lieu, harmonisée avec la présente convention nationale.

Durée, dénonciation, révision de la convention

Article 4

En vigueur étendu

La convention prend effet à compter du 2 mai 1973.

Elle est conclue pour une durée de trois ans et se poursuivra de trois ans en trois ans par tacite reconduction.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve que la dénonciation soit notifiée par pli recommandé, avec accusé de réception, adressé un mois avant l'échéance triennale aux autres parties intéressées et au ministre de l'agriculture.

Toutefois, même après dénonciation, la présente convention restera en vigueur jusqu'à ce qu'intervienne la signature d'une nouvelle convention dans le délai d'un an.

Chaque partie signataire peut demander la révision d'un ou plusieurs articles de la présente convention à condition d'en formuler la demande par pli recommandé, avec accusé de réception, et préavis d'un mois, suivant la même procédure que celle retenue pour la dénonciation.

La demande de révision devra faire mention des articles mis en cause et des modifications à leur apporter. En même temps, elle demandera la réunion de la commission mixte qui devra se tenir dans le délai d'un mois.

Avenants à la convention

Article 5

En vigueur étendu

Selon les circonstances particulières, des avenants régionaux ou départementaux pourront compléter les dispositions de la présente convention.

Adhésions ultérieures

Article 6

En vigueur étendu

Tout syndicat professionnel représentatif sur le plan national qui n'est pas partie à la présente convention peut y adhérer ultérieurement dans les conditions prévues par la loi.

Dépôt légal et extension

Article 7

En vigueur étendu

La convention est remise à chacune des organisations signataires et cinq autres exemplaires signés sont déposés au greffe du tribunal d'instance du neuvième arrondissement de Paris. Les frais de dépôt sont partagés entre les organisations syndicales signataires.

L'extension de la présente convention par voie d'arrêté ministériel est demandée par les parties signataires.

TITRE II : Procédure de conciliation et de médiation

Commission paritaire nationale

Article 8

En vigueur étendu

Il est institué une commission paritaire nationale comprenant en nombre égal des représentants des salariés et des représentants des employeurs désignés

par les organisations nationales signataires de la présente convention et des organisations qui y adhéreront ultérieurement.

Cette commission a pour rôle de tenter de concilier les parties en cas de conflits collectifs de travail.

Elle est uniquement compétente pour l'interprétation de la présente convention et peut, à tout moment, faire connaître son avis.

La présidence, dont la durée est limitée à deux ans, est assurée alternativement par un représentant des salariés et par un représentant des employeurs. Le président est élu parmi les délégués des organisations nationales signataires ou adhérentes de la présente convention.

En cas de conflit, la commission paritaire nationale est saisie par la partie la plus diligente au moyen d'une lettre recommandée adressée à son président, qui élit domicile au siège de l'organisation nationale qu'il représente.

La commission, convoquée par son président, examine le différend dans un délai maximum de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Commissions paritaires départementales ou régionales de conciliation

Article 9

En vigueur étendu

Des commissions paritaires de conciliation peuvent être instituées à l'échelon départemental ou régional, notamment là où des avenants prévus à l'article 5 ont été signés.

Chacune de ces commissions est composée et fonctionne dans des conditions identiques à celles de la commission paritaire nationale.

TITRE III : Droit syndical et liberté d'opinion - Délégués du personnel

Liberté syndicale et d'opinion

Article 10

En vigueur étendu

La liberté d'opinion ainsi que le droit d'adhérer librement ou d'appartenir ou non à un syndicat constitué en vertu du livre IV du code du travail sont reconnus.

Il est interdit à tout employeur de prendre en considération l'appartenance à un syndicat ou l'exercice d'une activité syndicale pour arrêter ses décisions en ce qui concerne notamment l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux, les mesures disciplinaires et le congédiement.

Si un salarié conteste le motif de son licenciement comme ayant été effectué en violation du droit syndical, le différend pourra être soumis à la commission de conciliation prévue aux articles 8 et 9 ci-dessus. Le recours devant la commission est facultatif et le salarié aura toujours le droit de saisir la juridiction compétente.

Droit de grève

Article 11

En vigueur étendu

La grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié.

Délégués du personnel et comités d'entreprise

Article 12

En vigueur étendu

Les dispositions des articles L. 420-1 et suivants, et R. 420-1 et suivants du code du travail sont étendues aux chasses et pêches occupant en permanence au moins cinq salariés relevant de la présente convention.

Le cas échéant, il sera institué un comité d'entreprise dans les conditions prévues par les articles L. 431-1 et suivants du code du travail.

Le financement des oeuvres sociales gérées par ledit comité sera assuré, notamment, par une contribution patronale égale au minimum à 1 % des salaires bruts.

TITRE IV : Classification des emplois

Définition des catégories professionnelles et des nombres de points correspondants

Article 13

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 43 du 19-6-1991 BO Conventions collectives 91-40 étendu par arrêté du 13-11-1991 JORF 27-11-1991.

Les définitions des catégories professionnelles et des nombres de points correspondants à chaque catégorie sont les suivantes :

1re catégorie - Garde-chasse ou garde-pêche débutant ayant moins de dix-huit mois de pratique professionnelle (coefficient 100)

2e catégorie - Garde-chasse ou garde-pêche qualifié :

- ayant plus de dix-mois de pratique professionnelle et possédant une bonne connaissance du métier, notamment surveillance et piégeage,

ou,

- titulaire d'un diplôme natinal cynégétique ou agricole (coefficient 110)

3e catégorie - Garde-chasse ou garde-pêche confirmé ayant plus de trois années de pratique professionnelle et possédant une bonne connaissance du métier et de l'élevage du gibier (coefficient 125)

4e catégorie - Garde-chasse ou garde-pêche possédant, en plus, une connaissance approfondie du métier dans tous ses aspects, notamment piégage, élevage, cultures à gibier (coefficient 140)

5e catégorie - Garde-chasse ou garde-pêche ayant les mêmes qualifications que celui de 4e catégorie, ayant sous ses ordres un garde chasse ou une personne travaillant annuellement à plein temps, la moitié de ce temps étant consacré à l'activité chasse et ayant la responsabilité de l'organisation et de la direction des battues ou traques (coefficient 155)

6e catégorie - Garde chef ayant la même qualification que celui de 5e catégorie, mais ayant sous ses ordres deux gardes-chasse ou gardes-pêche ou plus (coefficient 170).

TITRE V : Salaires

Salaires

Article 14

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 2 du 20-9-1974 en vigueur le 1-9-1974 étendu par arrêté du 14-3-1975 JONC 4-4-1975.

A égalité de qualification professionnelle, les femmes doivent recevoir les mêmes salaires que les hommes.

Le salaire mensuel afférent à chaque emploi est fixé à l'annexe I de la présente convention.

Le salaire mensuel ainsi déterminé est arrondi au franc le plus voisin.

Les salaires fixés par la présente convention sont des minima, les employeurs et les salariés ayant la faculté de fixer de gré à gré des salaires supérieurs.

Salaires des jeunes gardes stagiaires

Article 15

En vigueur étendu

La rémunération des jeunes gardes stagiaires âgés de moins de dix-huit ans et non titulaires d'un contrat d'apprentissage est égale à :

- 80 % pour les salariés âgés de seize à dix-sept ans ;
- 90 % pour les salariés âgés de dix-sept à dix-huit ans,

du salaire de l'adulte de la première catégorie.

Cet abattement est supprimé pour les jeunes travailleurs justifiant de six mois de pratique professionnelle, conformément aux dispositions de l'article R. 141-1 du code du travail relatif aux modalités de calcul du SMIC applicable aux jeunes.

Rémunération des apprentis

Article 16

En vigueur étendu

Les jeunes gens titulaires d'un contrat d'apprentissage régulièrement souscrit et enregistré perçoivent dans les conditions ci-après une rémunération fondée sur un pourcentage du salaire du garde adulte de la première catégorie :

- 70 % en première année ;
- 80 % en deuxième année ;
- 90 % en troisième année, en cas de prolongation exceptionnelle.

Salaire des ouvriers à capacité réduite

Article 17

En vigueur non étendu

Pour les salariés non qualifiés ne présentant pas une aptitude professionnelle normale, la rémunération minimale peut être réduite conformément à la législation en vigueur.

Exclusions : par arrêté du 24 janvier 1974, l'article 17 de la convention collective nationale du 2 mai 1973 est exclu de l'extension.

Prime d'ancienneté

Article 18

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 2 du 20-9-1974 en vigueur le 1-9-1974 étendu par arrêté du 14-3-1975 JONC 4-4-1975.

Ce texte a été enlevé volontairement de cette version gratuite.

Pour le consulter, cliquer [ici](#)

Avantages divers

Article 19

En vigueur étendu

Des primes de fauves et de gibier devront être allouées aux salariés des diverses catégories prévues à l'article 1er de la présente convention.

Des majorations de salaire pour travaux pénibles, insalubres et dangereux (sortant du cadre normal de l'activité) pourront être allouées aux salariés des diverses catégories prévues à l'article 1er de la présente convention. Elles font l'objet d'un article à l'annexe II.

Avantages en nature

Article 20

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 9 du 16-2-1976 en vigueur le 1-2-1976 étendu par arrêté du 2-6-1977 JONC 14 août 1977.

La valeur des avantages en nature attribués par l'employeur vient en déduction des salaires résultant des dispositions de l'article 14 ci-dessus.

Il est entendu que le gard e auquel l'employeur ne fournit pas le chauffage recevra une indemnité d'un montant équivalent à celui fixé à l'annexe I de la présente convention.

Pour les logements de fonction répondant aux conditions fixées par la législation en vigueur, attribués aux salariés à titre d'accessoires du contrat de travail, la retenue mensuelle est fixée à l'annexe I de la présente convention.

Les frais d'installation et de location des compteurs sont à la charge de l'employeur.

TITRE VI : Paiement des salaires

Périodicité de la paie et modalités de règlement des salaires

Article 21

En vigueur étendu

La paie est faite au siège du travail pendant les heures de travail. Elle doit être effectuée suivant la périodicité adoptée d'un commun accord pour le règlement des salaires et, en tout état de cause, au moins une fois par mois dans les cinq jours ouvrables qui suivent la fin du mois civil. Si, dans les cinq jours qui suivent les cinq jours susvisés, le salarié n'a toujours pas été réglé de son salaire, il est fondé à considérer qu'il y a inexécution du contrat de travail par l'employeur et à rompre le contrat sans préavis. La responsabilité de la rupture incombe dans ce cas à l'employeur.

Les salariés payés une fois par mois ont la possibilité de percevoir un acompte à la fin de la première quinzaine.

Bulletin de paie

Article 22

En vigueur étendu

L'employeur doit remettre obligatoirement au salarié à l'occasion de sa paie un bulletin de paie conforme au modèle figurant à l'annexe VI tiré d'un carnet ou registre à souches.

La partie fixe du carnet ou du registre devra être conservée par l'employeur pendant cinq ans pour être mise éventuellement à la disposition de l'inspecteur départemental ou du contrôleur des lois sociales en agriculture.

La non-remise du bulletin de paie est considérée comme l'inexécution du contrat de travail par l'employeur et permet au salarié le rompre le contrat de travail sans préavis.

TITRE VII : Temps de travail , repos hebdomadaire

Durée du travail et rémunération forfaitaire

Article 23

En vigueur étendu

La rémunération des gardes-chasse et gardes-pêche se compose d'un salaire mensuel et de primes.

Le salaire mensuel, dont le montant figure à l'annexe I de la convention collective, est calculé sur la base d'une durée hebdomadaire de travail de 35 heures pouvant être réparties sur 6 jours par semaine à certaines périodes de l'année, compte tenu de la particularité de la profession.

La durée de travail d'un garde sous contrat au moment de la signature du présent avenant ne pourra être diminuée qu'avec son accord, son taux horaire restant inchangé.

Les heures supplémentaires dont le nombre est négocié entre employeur et employé seront payées selon la législation en vigueur.

Repos hebdomadaire

Article 24

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 4 du 6-2-1975 en vigueur le 1-2-1975 étendu par arrêté du 23-10-1975 JONC 11-11-1975.

Chaque semaine, le garde-chasse ou garde-pêche a droit à un jour de repos pris le dimanche. Toutefois, en raison de la nécessité de travailler le dimanche, le jour de repos hebdomadaire pourra être fixé en semaine, sous réserve que le jour de repos tombe le dimanche au moins une fois sur quatre.

Les heures de travail accomplies le dimanche ouvrent droit à une majoration de 50 %.

TITRE VIII : Forclusion, Suspension, Cessation du contrat de travail

Embauchage

Article 25

En vigueur étendu

Tout employeur qui engage un garde doit s'assurer que celui-ci est dégagé de toute obligation envers son précédent employeur. Il exige à cet effet la production d'une attestation de cessation de travail ou d'un certificat de travail provisoire ou définitif (voir modèles en annexes III et IV).

Afin d'éviter les contestations, le contrat de travail sera constaté par un acte écrit, établi en deux exemplaires signés des parties. L'un des exemplaires sera conservé par l'employeur, l'autre sera remis au salarié.

Le contrat doit préciser les nom, prénoms, adresse des contractants, la qualification professionnelle du salarié, le coefficient, la date d'embauche, les conditions de rémunération et de travail, les avantages en nature, le lieu et la date de signature du contrat.

Période d'essai

Article 26

En vigueur étendu

Ce texte a été enlevé volontairement de cette version gratuite.

Pour le consulter, cliquer [ici](#)

Cessation du contrat de travail

Article 27

En vigueur étendu

Ce texte a été enlevé volontairement de cette version gratuite.

Pour le consulter, cliquer [ici](#)

Indemnité de licenciement (1)

Article 28

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 2 du 20-9-1974 en vigueur le 1-9-1974 étendu par arrêté du 14-3-1975 JONC 4-4-1975.

Ce texte a été enlevé volontairement de cette version gratuite.

Pour le consulter, cliquer [ici](#)

Allocation de départ à la retraite

Article 28-Bis

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 53 du 19-10-1995 art. 1 BOCC 95-48 étendu par arrêté du 10-1-1996 JORF 17-1-1996.

Les salariés visés par la présente convention bénéficient, lors de leur départ à la retraite, à partir de soixante ans dans le cadre de la législation actuelle, d'une allocation de départ à la retraite calculée en fonction de l'ancienneté du salarié dans l'entreprise et de son dernier salaire brut réel qui ne pourra être inférieur au salaire conventionnel applicable au moment de son départ à la retraite.

Le montant de l'allocation est égal à :

- un dixième de mois par année de présence ;
- à partir de dix ans d'ancienneté à un dixième de mois par année d'ancienneté plus un quinzième de mois par année d'ancienneté.

L'allocation de départ à la retraite est due en cas de licenciement ou en cas de départ volontaire du salarié.

Toutefois, en cas de licenciement, l'allocation ne peut être cumulée avec l'indemnité de licenciement prévue à l'article 28 de la présente convention ; l'application du présent article ne peut avoir pour effet :

- de priver le salarié du bénéfice des dispositions légales en matière d'indemnité de licenciement au cas où celles-ci seraient plus avantageuses pour lui ;
- de dispenser l'employeur d'appliquer les dispositions des articles L. 122-14 et suivants du code du travail et l'article 27 de la convention collective.

Certificat de travail

Article 29

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 53 du 19-10-1995 art. 2 BOCC 95-48 étendu par arrêté du 10-1-1996 JORF 17-1-1996.

A l'expiration du contrat, l'employeur doit remettre au salarié un certificat de travail conformément aux dispositions de l'article L. 122-16 du code du travail (voir modèle en annexe IV) et une attestation d'Assedic telle que prévue par l'article R. 351-5 du code du travail.

Reçu pour solde de tout compte

Article 30

En vigueur étendu

L'accord constaté lors de la résiliation d'un contrat de travail par un reçu pour solde de tout compte peut être dénoncé par le salarié, sous réserve qu'il en

avise son employeur par pli recommandé avec accusé de réception dans les deux mois de la signature dudit accord. La dénonciation ne sera toutefois valable qu'à condition de préciser les droits dont le salarié entend se prévaloir (voir modèle en annexe V).

Suspension du contrat de travail

Article 31

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 13 du 6-7-1977 en vigueur le 1-7-1977 étendu par arrêté du 9-12-1977 JONC 27-1-1978.

1° Maladie et accident de la vie privée

Les effets du contrat de travail en cours sont simplement suspendus lorsque le salarié doit interrompre son activité pour cause de maladie ou d'accident personnel, dès lors que la durée d'inactivité est inférieure à trois mois.

Dès guérison ou consolidation de la blessure, pendant la période de trois mois susvisée, le salarié malade ou accidenté a droit à être réintégré dans un emploi correspondant à son ancienne catégorie professionnelle avec le salaire y afférent, sans abattement s'il a conservé toutes ses capacités physiques, dans le cas contraire avec abattement après avis des commissions compétentes.

Si l'indisponibilité du salarié malade ou accidenté dure plus de trois mois, le contrat de travail peut être rompu de ce fait. S'il l'est par l'employeur, le salarié a droit à une indemnité de licenciement dans les conditions prévues à l'article 28 ; de plus, une priorité d'embauche lui est accordée pendant les six mois consécutifs à la guérison ou à la consolidation de la blessure.

Ces dispositions s'appliqueront aux engagements de durée déterminée sans pour autant modifier la nature de cet engagement.

2° Accident du travail

S'il s'agit d'un accident de travail, les délais fixés ci-dessus sont portés à un an.

3° Obligations militaires et service national

Lorsqu'il connaît la date de sa libération du service national et au plus tard dans le mois suivant celle-ci, le travailleur qui désire reprendre l'emploi occupé par lui au moment où il a été rappelé sous les drapeaux doit en avvertir son ancien employeur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le travailleur qui a manifesté son intention de reprendre son emploi, comme il est dit à l'alinéa précédent, sera réintégré, à moins que l'emploi occupé par lui ou un emploi ressortissant de la même catégorie professionnelle que le sien ait été supprimé.

Lorsqu'elle est possible, la réintégration devra avoir lieu dans le mois suivant la réception de la lettre dans laquelle le travailleur a fait connaître son intention de reprendre son emploi. Le garde réintégré bénéficiera de tous les avantages qu'il avait acquis au moment de son départ, en vertu de l'article L. 122-18 du code du travail ; ces dispositions sont applicables aux jeunes gens classés réformés temporaires ou réformés définitifs après leur incorporation.

Un droit de priorité à l'embauchage, valable durant une année à dater de sa libération, est réservé à tout garde qui n'aura pu être réemployé à l'expiration de sa période de rappel.

4° Absences

Toute absence ne peut qu'être exceptionnelle, elle doit être autorisée ou motivée. Elle peut être récupérée après entente entre les parties pendant le mois de l'absence ou au plus tard dans le mois suivant.

Les absences dues à un cas fortuit justifié doivent être portées à la connaissance de l'employeur dans le délai de quarante-huit heures.

Les absences non justifiées, non autorisées, feront l'objet d'avertissements de la part de l'employeur. La répétition de ces absences pourra constituer un cas de rupture de contrat de travail.

5° Remplacement

Le remplaçant du salarié bénéficiant des dispositions des paragraphes 1°, 2° et 3° ci-dessus doit être informé, le jour de l'embauchage, du caractère provisoire de son emploi. Mention devra en être faite au contrat de travail.

TITRE IX : Congés

Congés annuels payés

Article 32

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 41 du 27-3-1991 BO Conventions collectives 91-50 étendu par arrêté du 28-1-1992 JORF 8-2-1992.

Le travailleur qui, au cours de l'année de référence, justifie avoir été occupé chez le même employeur pendant un temps équivalent à un minimum d'un mois de travail effectif a droit à un congé dont la durée est déterminée à raison de 'deux jours et demi' (1) ouvrables par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible puisse excéder 'trente jours' (1) ouvrables. Lorsque le nombre de jours ouvrables ainsi calculé n'est pas un nombre entier, la durée du congé est arrondie au nombre entier de jours immédiatement supérieur. Le point de départ de la période de référence est fixé au 1er juin de chaque année.

Le congé ne dépassant pas douze jours ouvrables doit être continu. Le congé d'une durée supérieure à douze jours ouvrables peut être fractionné par l'employeur avec l'agrément du salarié.

En cas de fractionnement, une fraction d'au moins douze jours ouvrables continus compris entre deux jours de repos hebdomadaire doit être attribuée pendant la période du 1er mai au 31 octobre de chaque année. Les jours restant dus peuvent être accordés en une ou plusieurs fois en dehors de cette période. Il sera attribué deux jours ouvrables de congé supplémentaire lorsque le nombre de jours pris en dehors de cette période sera au moins égal à six et un seul lorsqu'il sera compris entre trois et cinq. Toutefois, le fait de prendre la cinquième semaine entre le 1er novembre et le 30 avril n'ouvre pas droit à congé supplémentaire.

L'indemnité de congés payés est égale au 'dixième' du salaire perçu par le garde. Dans tous les cas, elle ne saurait être inférieure au montant du salaire dont le garde aurait bénéficié s'il avait continué à travailler pendant la période du congé.

L'indemnité de congés payés sera réglée à la date fixée pour la prise des congés dans la propriété ou au départ du garde quittant son emploi. Son montant devra apparaître distinctement sur le bulletin de paie.

Les absences au titre des congés annuels payés seront fixées par accord entre l'employeur et le salarié.

Il est recommandé aux employeurs d'accorder aux gardes ayant des enfants d'âge scolaire dix-huit jours consécutifs pendant la période des grandes vacances.

En cas de cessation du contrat de travail, l'indemnité compensatrice de congés payés est égale au dixième des salaires perçus par le garde pendant la période de référence.

(1) Cette modification résulte de l'avenant n° 26 du 20 avril 1982.

« Repos compensateur »

Article 32-Bis

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 27 du 6-7-1982 en vigueur le 1-7-1982 étendu par arrêté du 1-12-1982 JONC 18-1-1983.

' Un repos compensateur payé de quatre jours est accordé aux gardes ayant accompli plus de 2 180 heures de travail par an.

' Les droits à repos compensateur acquis au cours d'une période annuelle sont pris en fin d'année en accord entre l'employeur et le salarié.

' Le repos compensateur payé est assimilé à du travail effectif mais n'est pas considéré comme travail effectué pour la détermination de la durée maximale. '

Congés spéciaux (1)

Article 33

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 53 du 19-10-1995 art. 3 BOCC 95-48 étendu par arrêté du 10-1-1996 JORF 17-1-1996.

a) Tout salarié bénéficie, sur justification et à l'occasion de certains événements familiaux, d'une autorisation exceptionnelle d'absence de :

- quatre jours pour le mariage du salarié ;
- deux jours pour le décès d'un conjoint ou d'un enfant ;
- un jour pour le mariage d'un enfant ;
- un jour pour le décès du père ou de la mère.

Ces jours d'absence de 02 n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination de la durée du congé annuel.

En outre, le garde ayant au moins un an de présence continue dans l'exploitation bénéficiaire d'un congé spécial payé sur la base de 7 h 40 par jour, indépendamment d'un congé annuel ainsi fixé :

- un jour supplémentaire pour le décès d'un conjoint ou d'un enfant ;
- un jour supplémentaire pour le décès du père ou de la mère.

b) Trois jours pour chaque naissance survenue à son foyer ou pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption ; ces jours d'absence ne peuvent se cumuler avec les congés accordés pour ce même enfant en vertu des articles L. 122-26 et L. 122-26-1 du code du travail.

c) En outre, des congés non payés seront accordés sur demande justifiée des salariés :

- dans la limite d'une durée maximum de douze jours par an pour participer à un centre de formation économique et sociale, dans le cadre des articles L. 451-1 et suivants du code du travail relatifs aux congés d'éducation ouvrière ;
- dans la limite d'une durée de dix heures par mois pour permettre aux délégués syndicaux de remplir leurs fonctions syndicales ;
- pour exercer une fonction professionnelle prévue par les textes législatifs et réglementaires en vigueur (commission paritaire du travail institué par l'article 983 du code rural, commission mixte instituée par l'article L. 133-1 du code du travail, conseil d'administration des caisses de mutualité sociale agricole, commission du contentieux de la mutualité sociale agricole instituée par l'ordonnance du 22 décembre 1958, comité départemental des prestations sociales agricoles, etc.) ;
- pour assister à des réunions statutaires de leur organisation syndicale ;
- pour suivre une formation des cadres et animateurs pour la jeunesse, conformément aux articles L. 225-1 et suivants du code du travail ;
- pour participer aux stages agréés de formation professionnelle dans les conditions prévues par les articles L. 900-1 et suivants du code du travail.

(1) Cf. l'article 49 de la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social.

TITRE X : Hygiène et sécurité du travail

Hygiène et sécurité

Article 34

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 41 du 27-3-1991 BO Conventions collectives 91-50 étendu par arrêté du 28-1-1992 JORF 8-2-1992.

Les employeurs sont tenus de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Ils devront notamment se conformer à l'arrêté du 1er mars 1984 relatif à la protection individuelle des salariés effectuant des travaux forestiers et munir en outre leurs salariés d'un pantalon de bûcheron approprié.

Il est recommandé aux employeurs de s'orienter vers l'établissement de douches avec appareil fonctionnant à eau chaude et froide.

« Habillement pour la protection du travailleur »

Article 34-Bis

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 27 du 6-7-1982 en vigueur le 1-7-1982 étendu par arrêté du 1-12-1982 JONC 18-1-1983.

Pour l'exécution du travail, il sera fourni par l'employeur :

- tous les ans : une tenue d'été, une paire de chaussures ou de bottes ;
- tous les deux ans : un imperméable et un cuissard, un costume de velours.

Produits nocifs, explosifs, travaux insalubres

Article 35

En vigueur étendu

L'employeur devra mettre à la disposition du garde qui procède à la manipulation d'un produit insalubre, nocif et dangereux un moyen de protection dont le garde est tenu d'assurer l'entretien et le bon état. Ces équipements demeurent la propriété de l'employeur.

Médecine du travail

Article 36

En vigueur étendu

Les employeurs sont tenus d'adhérer pour tous leurs salariés au service de médecine préventive et de dépistage de la caisse de mutualité sociale agricole.

Des produits pharmaceutiques permettant de donner des soins de première urgence aux travailleurs malades ou accidentés doivent être en permanence à la disposition du personnel au siège de chaque propriété.

« Garanties de salaire en cas de maladie ou d'accident du travail » (1)

Article 37

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 43 du 19-6-1991 BO Conventions collectives 91-40 étendu par arrêté du 13-11-1991 JORF 27-11-1991.

Les salariés qui justifient d'un an d'ancienneté dans l'entreprise et se trouvent en arrêt de travail à la suite d'une maladie, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle pris en charge par les assurances sociales agricoles, bénéficient, dans les conditions ci-après, d'un complément de salaire qui s'ajoute aux indemnités journalières de l'assurance maladie.

Cette indemnité journalière complémentaire est égale à 15 % du salaire journalier de base servant au calcul des indemnités journalières de l'assurance maladie.

L'indemnité est due dès le premier jour d'arrêt, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, et à partir du quinzième jour, dans les cas de maladie, dans la limite de soixante-quinze jours par an, c'est-à-dire dans les douze mois suivant la date de la première indemnisation.

L'employeur a la possibilité de demander au médecin mandaté par lui de procéder à une contre-visite médicale à laquelle le salarié est tenu de se soumettre

sous peine de perdre le bénéfice de l'indemnité complémentaire de maladie.

Aucune indemnité n'est due au salarié victime d'un accident de la vie privée.

Les salariés qui justifient d'au moins 3 ans d'ancienneté seront indemnisés dans les conditions de l'accord du 10 décembre 1977 sur la mensualisation dans son texte annexé à la loi du 19 janvier 1978.

Les employeurs restent libres de souscrire une assurance ou de supporter eux-mêmes le risque.

Les grades de 5e et 6e catégories (coefficients 155 et 170) entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de prévoyance du 2 avril 1952 doivent être affiliés à la C.P.C.E.A., 20, rue de Clichy, 75009 Paris.

(1) Cf. l'article 49 de la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social.

« Assurance décès »

Article 37-Bis

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 20 du 5-2-1980 en vigueur le 1-1-1980 étendu par arrêté du 24-3-1980 JONC 18-4-1980.

Les employeurs doivent souscrire une assurance décès au bénéfice des salariés visés par la présente convention auprès de la caisse de retraite complémentaire à laquelle ils adhèrent.

La cotisation 30 correspondante est supportée à raison de :

- 50 % par l'employeur ;

- 50 % par le salarié.

TITRE XI : Formation professionnelle et permanente

Article 38

En vigueur étendu

En conformité avec les articles L. 900-1 et suivants du code du travail et les décrets d'application, les employeurs sont tenus de faciliter aux salariés bénéficiaires qui en feront la demande la participation aux stages de formation professionnelle et permanente agréés.

ANNEXE III CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973

Attestation de cessation de travail

En vigueur étendu

Je soussigné (nom, prénoms)...

détenteur du droit de chasse (ou pêche) à (adresse)...

certifie que M. (nom, prénoms)...

demeurant à (adresse)...

occupé sur mon territoire de chasse (ou de pêche) en qualité de (catégorie professionnelle)...

sera libre de tout engagement à la date du...

A (lieu)...

le (date)...

Signature de l'employeur,

ANNEXE IV Avenant n° 39 du 4 octobre 1989

Signataires	
Organisations patronales	Syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche,
Organisations de salariés	Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes Force ouvrière ; Syndicat national des gardes-chasse et gardes-pêche particuliers ; Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles C.G.C..

Certificat de travail

En vigueur étendu

Je soussigné (nom, prénoms)...

détenteur du droit de chasse (ou pêche) à (adresse)...

certifie que M. (nom, prénoms)...

demeurant à (adresse)...

a été occupé sur mon territoire de chasse (ou pêche) en qualité de (catégorie professionnelle)...

du (date d'entrée)... au (date de sortie)... A (lieu) ...

le (date)...

Signature de l'employeur,

ANNEXE V Avenant n° 39 du 4 octobre 1989 relatif aux salaires

Reçu pour solde de tout compte

En vigueur étendu

Je soussigné (nom, prénoms du salarié)...

demeurant à (adresse)...

certifie que mon employeur, M. (nom, prénoms)...

détenteur du droit de chasse (ou de pêche) à (adresse)...

m'a réglé, ce jour, la somme de ...F ' pour solde de tout compte ' (1).

Il reste entendu que la faculté m'est accordée, conformément aux dispositions de l'article L. 122-17 du livre 1er du code du travail, de dénoncer ce reçu dans les deux mois de sa signature, par lettre recommandée indiquant les motifs de la dénonciation.

Fait en double exemplaire (2).

A (lieu)..., le (date)...

Signature du salarié,

(1) La mention 'pour solde de tout compte' doit être entièrement écrite de la main du salarié.

(2) Un exemplaire du reçu est destiné à l'employeur, l'autre devant être conservé par le salarié.

ANNEXE VI CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973

Bulletin de paie

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 2 du 20-9-1974 en vigueur le 1-9-1974 étendu par arrêté du 14-3-1975 JONC 4-4-1975.

Nom et adresse de l'employeur

Nom et prénom du salarié : ...

Emploi : ...

Nombre de points : ...

Matricule ass. soc. ...

Période de travail du ... au ... 19..

A - Salaire forfaitaire mensuel ...

+ Prime d'ancienneté ...

+ Primes diverses (annuellement) ...

+ Congés payés (annuellement) ...

Total salaire brut (A) ...

B. - Retenues sur le salaire brut :

Logement (chauffage, électricité, eau compris) ...

+ Cotisations d'assurances sociales (à calculer sur A) ...%

+ Retraites complémentaires

(à calculer sur A) ...%

Total à retenir (B) ...

C. - Salaire en espèces net (A - B) ...

Fait à ..., le ...

Signature du salarié,

Signature de l'employeur,

Avenant n° 66 du 2 octobre 2008

Signataires

Organisations patronales	Le syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche (SNEGPCP).
Organisations de salariés	Le syndicat national des gardes-chasse et gardes-pêche particuliers (SNGCGPP).

Article 1er

En vigueur étendu

Les dispositions de l'article 23 à la convention collective nationale de travail du 2 mai 1973 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La rémunération des gardes-chasse et gardes-pêche se compose d'un salaire mensuel et de primes.

Le salaire mensuel, dont le montant figure à l'annexe I de la convention collective, est calculé sur la base d'une durée hebdomadaire de travail de 35 heures pouvant être réparties sur 6 jours par semaine à certaines périodes de l'année, compte tenu de la particularité de la profession.

La durée de travail d'un garde sous contrat au moment de la signature du présent avenant ne pourra être diminuée qu'avec son accord, son taux horaire restant inchangé.

Les heures supplémentaires dont le nombre est négocié entre employeur et employé seront payées selon la législation en vigueur. »

Article 2

En vigueur étendu

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Primes de fauves et primes de gibier Convention collective nationale du 2 mai 1973

Primes de fauves et primes de gibier

SALAIRES Primes de fauves et primes de gibier

En vigueur étendu

Modifié par Avenant n° 51 du 19-10-1994 BO Conventions collectives 95-1 étendu par arrêté du 1-3-1995 JORF 10-3-1995.

Les primes de fauves et les primes de gibier sont obligatoirement payables par l'employeur selon le barème ci-dessous :

Tableau des primes aux gardes-chasse particuliers

I. - *Paragraphe exclu de l'extension par arrêté du 8 novembre 1978*

II. - Primes pour procès-verbaux de chasse dressés par le garde et suivis de condamnation :

- Chasse de nuit, avec ou sans automobile, filets, panneaux, pantières à l'affût, au brancher (par individu pris) : 150 F

- Chasse en temps prohibé ou sans permis, chasse par mode ou avec engins prohibés (filets, collets, pièges, appâts empoisonnés, etc.) : 100 F

- Chasse sur autrui : 40 F

- Divagation de chien : 15 F

III. - Primes de gibier (sauf gibier de tir acheté adulte) :

- Chevreuil, sanglier (2) en forêt ouverte : 34 F
- Lièvre : 2,50 F
- Faisan : 1,20 F
- Perdrix, perdreau : 2,25 F
- Canard : 0,80 F
- Lapin, bécasse, colin, caille, pigeon : 0,60 F

NOTA. - Le présent tableau de primes n'est donné qu'à titre indicatif. Il peut et doit être modifié par les détenteurs du droit de chasse qui ont à tenir compte des situations locales ou particulières.

Avenant n° 62 du 5 octobre 2005 relatif aux primes de fauves et aux primes de gibiers

Signataires	
Organisations patronales	Le syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche,
Organisations de salariés	Le syndicat national des gardes-chasse et gardes-pêche particuliers ; La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT,

Primes attribuées aux gardes-chasse particuliers SALAIRES - Primes de fauves et primes de gibiers.

En vigueur étendu

Article 1er

Les dispositions de l'annexe II à la convention collective nationale de travail du 2 mai 1973 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Tableau des primes attribuées aux gardes-chasse particuliers (1)

1. Prime pour la régulation des animaux prédateurs

Ces primes s'entendent sans fourniture de cartouches aux gardes, les dépouilles leur appartenant.

Mammifères déclarés nuisibles (2)

Renard et mustélidés : 10 euros.

Belette, rat musqué, ragondin : 3 euros.

La prime pour ragondin est annuellement plafonnée à 137 euros.

Oiseaux prédateurs à becs droits

Cette prime est de 3 euros par prise ; elle est plafonnée à 150 euros et réduite de moitié en cas de prise en cage piégée.

2. Primes pour procès-verbaux suivis de condamnation

Chasse de nuit, avec ou sans automobile, filets, panneaux à l'affût, au brancher (par individu pris) : 50,16 euros.

Chasse en temps prohibé ou sans permis (chasse par mode ou avec engins prohibés) : 28,09 euros.

Chasse sur autrui : 18,73 euros.

Divagation de chien : 9,36 euros.

3. Primes au gibier sauf celui lâché adulte

Lièvre : 2 euros.

Faisan : 1 euro.

Perdreau : 1,50 euros.

Canard (sauf sur le domaine maritime) : 1 euro.

4. Primes au gibier en forêt ouverte (3)

Chevreuil : 7 euros.

Cerf : 10 euros.

Biche : 10 euros.

Sanglier (4) : 7 euros.

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 5 octobre 2005.

(1) Tableau valable 3 ans.

(2) Le carnet de piégeage fait foi ainsi que les preuves autorisées en usage.

(3) Prime figée en cas de renégociation des autres primes.

(4) Pas de prime pour sanglier tué en enclos ; cette prime est annuellement plafonnée à 300 euros.

Avenant n° 63 du 5 octobre 2005 relatif aux salaires

Signataires	
Organisations patronales	Le syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche,
Organisations de salariés	Le syndicat national des gardes-chasse et pêche particuliers,

Article 1er

En vigueur étendu

Le 2e alinéa de l'article 23 de la convention collective est modifié comme suit :

' Le salaire forfaitaire mensuel, dont le montant figure à l'annexe I de la convention collective est calculé sur la base d'une durée hebdomadaire de travail de 39 heures (dont 4 heures payées en heures supplémentaires) réparties en fonction des besoins et compte tenu des particularités de la profession, pouvant correspondre à 10 h 30 de présence par jour, 6 jours par semaine, à certaines périodes de l'année. '

Article 2

En vigueur étendu

Les dispositions de l'annexe I à la convention collective nationale de travail du 2 mai 1973 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les salaires mensuels prévus à l'article 14 de la convention collective sont fixés comme suit à compter du 1er juillet 2005.

I. - Salaires

(En euros)

COEFFICIENTS	SALAIRE MENSUEL
100	SMIC x 170,60 (1)
110	1 370
125	1 376,22
140	1 388,69
155	1 444,29
170	1 499,42

II. - Avantages en nature

L'indemnité mensuelle d'occupation d'un logement de fonction est fixée comme suit à compter du 1er juillet 2005 :

Logement :

- une pièce de cuisine : 11,37 Euros ;
- une pièce supplémentaire : 11,04 Euros ;
- eau courante : 14,33 Euros ;
- salle d'eau (2) : 38,29 Euros ;
- eau (en l'absence de compteur) : 5,63 Euros ;
- électricité (en l'absence de compteur) : 17,40 Euros.

Chauffage :

1. Garde bénéficiant du chauffage central : retenue mensuelle de 42,06 Euros.
2. Garde bénéficiant de bois déjà façonné : retenue de 2/3, soit 27,98 Euros.
3. Garde bénéficiant de bois à façonner lui-même : retenue de 1/3, soit 13,98 Euros.
4. Garde n'ayant ni chauffage central ni bois : reçoit une indemnité mensuelle de 42,06 Euros.

(1) 170,60 heures : durée mensuelle moyenne correspondant à la durée hebdomadaire de 30 h 40 prévue à l'article 23 de la convention collective.

(2) Une salle d'eau consiste en une pièce indépendante, comportant un lavabo, une baignoire ou une douche, alimentés en eau chaude et froide.

Article 3

En vigueur étendu

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Cachan, le 5 octobre 2005.

Avenant n° 64 du 27 mars 2007 relatif aux salaires

Signataires	
Organisations patronales	Le syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche,
Organisations de salariés	La fédération de l'agriculture CFTC-AGRI ; La confédération française de l'encadrement CFE SNECA-CGC ; Le syndicat national des gardes-chasse et gardes-pêche particuliers (SNGCGPP),

Salaires

En vigueur étendu

Article 1er

Les dispositions de l'annexe I à la convention collective nationale de travail du 2 mai 1973 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

" Les salaires mensuels prévus à l'article 14 de la convention collective sont fixés comme suit à compter du 1er juillet 2007.

I. - Salaires

(En euros)

COEFFICIENT	SALAIRES MENSUELS
100	Smic x 170,60 (*)
110	1 445,35
125	1 451,91
140	1 472,01
155	1 530,94
170	1 596,88

(*) 170,60 h = durée mensuelle moyenne correspondant à la durée hebdomadaire de 39 h 40 prévue à l'article 23 de la convention collective.

II. - Avantages en nature

L'indemnité mensuelle d'occupation d'un logement de fonction est fixée comme suit à compter du 1er juillet 2007 :

Logement :

- 1 pièce cuisine : 12,05 Euros ;
- 1 pièce supplémentaire : 11,70 Euros ;
- eau courante : 15,19 Euros ;
- salle d'eau : 40,59 Euros ; Une salle d'eau consiste en 1 pièce indépendante comportant 1 lavabo, 1 baignoire ou 1 douche, alimentés en eau chaude et froide.
- eau (en l'absence de compteur) : 5,97 Euros ;
- électricité (en l'absence de compteur) : 18,44 Euros.

Chauffage :

1. Garde bénéficiant du chauffage central : retenue mensuelle de 44,58 Euros.
2. Garde bénéficiant de bois déjà façonné : retenue de 2/3, soit 29,66 Euros.
3. Garde bénéficiant de bois à façonner lui-même : retenue de 1/3, soit 14,82 Euros.
4. Garde n'ayant ni chauffage central ni bois : reçoit une indemnité mensuelle de 44,58 Euros. Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Cachan, le 27 mars 2007.

Avenant n° 65 du 22 mai 2008 relatif aux salaires

Signataires	
Organisations patronales	Le syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche,
Organisations de salariés	Le syndicat national des gardes-chasse et gardes-pêche particuliers (SNGCGPP),

Article 1er

En vigueur étendu

Ce texte a été enlevé volontairement de cette version gratuite.

Pour le consulter, cliquer [ici](#)

(1) Une salle d'eau consiste en une pièce indépendante, comportant un lavabo, une baignoire ou une douche, alimentés en eau chaude et froide.

Article 2

En vigueur étendu

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Avenant n° 67 du 2 octobre 2008 relatif aux salaires

Signataires	
Organisations patronales	Le syndicat national des employeurs de gardes particuliers de chasse et de pêche (SNEGPCP).
Organisations de salariés	Le syndicat national des gardes-chasse et gardes-pêche particuliers (SNGCGPP).

Article 1er

En vigueur étendu

Ce texte a été enlevé volontairement de cette version gratuite.

Pour le consulter, cliquer [ici](#)

(1) Une salle d'eau consiste en une pièce indépendante, comportant un lavabo, une baignoire ou une douche, alimentés en eau chaude et froide.

Article 2

En vigueur étendu

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Liste des sigles

Sigle	Définition
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGC	Confédération générale des cadres
CPCEA	Caisse de prévoyance des cadres d'entreprises agricoles
FO	Force ouvrière
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance

Liste thématique

Theme	Titre	Article	Page
Accident du travail	Suspension du contrat de travail (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 31	5
	Suspension du contrat de travail (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 31	5
	« Garanties de salaire en cas de maladie ou d'accident du travail » (1) (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 37	6
Arrêt de travail, Maladie	Suspension du contrat de travail (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 31	5
	« Garanties de salaire en cas de maladie ou d'accident du travail » (1) (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 37	6
Champ d'application	Champ d'application (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 1	1
	Définition (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 2	1
Congés annuels	Congés annuels payés (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 32	5
Congés exceptionnels	Congés spéciaux (1) (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 33	6
Démission	Cessation du contrat de travail (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 27	4
Indemnités de licenciement	Indemnité de licenciement (1) (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 28	4
Maternité, Adoption	Congés spéciaux (1) (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 33	6
Période d'essai	Période d'essai (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 26	4
Préavis en cas de rupture du contrat de travail	Cessation du contrat de travail (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 27	4
Prime, Gratification, Treizieme mois	Prime d'ancienneté (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 18	3
Salaires	Avenant n° 64 du 27 mars 2007 relatif aux salaires (Avenant n° 64 du 27 mars 2007 relatif aux salaires)		10
	Avenant n° 65 du 22 mai 2008 relatif aux salaires (Avenant n° 65 du 22 mai 2008 relatif aux salaires)	Article 1	11
	Avenant n° 67 du 2 octobre 2008 relatif aux salaires (Avenant n° 67 du 2 octobre 2008 relatif aux salaires)	Article 1	11
	Primes attribuées aux gardes-chasse particuliers (Avenant n° 62 du 5 octobre 2005 relatif aux primes de fauves et aux primes de gibiers)		9
	Primes de fauves et primes de gibier (Primes de fauves et primes de gibier Convention collective nationale du 2 mai 1973)		8
Visite médicale	« Garanties de salaire en cas de maladie ou d'accident du travail » (1) (Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974)	Article 37	6

Liste chronologique

Date	Texte	Page
	ANNEXE III CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973	7
	ANNEXE VI CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973	8
1973-05-02	Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-pêche particuliers du 2 mai 1973. Étendue par arrêté du 24 janvier 1974 JONC 9 février 1974	1
	Primes de fauves et primes de gibier Convention collective nationale du 2 mai 1973	8
1989-10-04	ANNEXE IV Avenant n° 39 du 4 octobre 1989	7
	ANNEXE V Avenant n° 39 du 4 octobre 1989 relatif aux salaires	7
2005-10-05	Avenant n° 62 du 5 octobre 2005 relatif aux primes de fauves et aux primes de gibiers	9
	Avenant n° 63 du 5 octobre 2005 relatif aux salaires	9
2007-03-27	Avenant n° 64 du 27 mars 2007 relatif aux salaires	10
2008-05-22	Avenant n° 65 du 22 mai 2008 relatif aux salaires	11
2008-10-02	Avenant n° 66 du 2 octobre 2008	8
	Avenant n° 67 du 2 octobre 2008 relatif aux salaires	11

Index alphabétique

' repos compensateur ' 5
'assurance deces' 7
'garanties de salaire en cas de maladie ou d'accident du travail' 6
'habillement pour la protection du travailleur' 6

A

Adhesions ulterieures 1
Allocation de depart a la retraite 4
Annexe iii 7
ANNEXE III CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973 7
Annexe iv 7
ANNEXE IV Avenant n° 39 du 4 octobre 1989 7
Annexe v 7
ANNEXE V Avenant n° 39 du 4 octobre 1989 relatif aux salaires 7
Annexe vi 8
ANNEXE VI CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE du 2 mai 1973 8
Attestation de cessation de travail 7
Avantages acquis 1
Avantages divers 3
Avantages en nature 3
Avenant n° 62 du 5 octobre 2005 relatif aux primes de fauves et aux primes de gibiers 9
Avenant n° 63 du 5 octobre 2005 9
Avenant n° 63 du 5 octobre 2005 relatif aux salaires 9
Avenant n° 64 du 27 mars 2007 relatif aux salaires 10
Avenant n° 65 du 22 mai 2008 relatif aux salaires 11
Avenant n° 66 du 2 octobre 2008 8
Avenant n° 67 du 2 octobre 2008 relatif aux salaires 11
Avenants a la convention 1

B

Bulletin de paie 3, 8

C

Certificat de travail 4, 7
Cessation du contrat de travail 4
Champ d'application 1
Classification des emplois 2
Commission paritaire nationale 1
Commissions paritaires departementales ou regionales de conciliation 2
Conges 5
Conges annuels payes 5
Conges speciaux 6
Conges speciaux (1) 6
Convention collective nationale du 2 mai 1973 1
Convention collective nationale du travail concernant les gardes-chasse et gardes-peche particuliers du 2 mai 1973. Etendue par arrete du 24 janvier 1974
JONC 9 fevrier 1974 1

D

Definition 1
Definition des categories professionnelles et des nombres de points correspondants 2
Delegues du personnel (Droit syndical et liberte d'opinion - delegues du personnel) 2
Delegues du personnel et comites d'entreprise 2
Depot legal et extension 1
Dispositions generales 1
Droit de greve 2
Droit syndical et liberte d'opinion - delegues du personnel 2
Duree du travail et remuneration forfaitaire 3
Duree, denonciation, revision de la convention 1

E

Embauchage 4

F

Forclusion, suspension, cessation du contrat de travail 4
Formation professionnelle et permanente 7

H

Hygiene et securite 6
Hygiene et securite du travail 6

I

Indemnite de licenciement 4
Indemnite de licenciement (1) 4

L

Liberte syndicale et d'opinion 2

M

Medecine du travail 6

P

Paiement des salaires 3

Periode d'essai 4

Periodicite de la paie et modalites de reglement des salaires 3

Prime d'anciennete 3

Primes attribuees aux gardes-chasse particuliers 9

Primes de fauves et primes de gibier 8

Primes de fauves et primes de gibier Convention collective nationale du 2 mai 1973 8

Primes de fauves et primes de gibiers (Salaires - primes de fauves et primes de gibiers) 9

Procedure de conciliation et de mediation 1

Produits nocifs, explosifs, travaux insalubres 6

R

Recu pour solde de tout compte 4, 7

Remuneration des apprentis 3

Repos hebdomadaire 4

S

Salairer des ouvriers a capacite reduite 3

Salaires 2, 10, 11

Salaires - primes de fauves et primes de gibiers 9

SALAIRES - Primes de fauves et primes de gibiers. 9

Salaires des jeunes gardes stagiaires 2

Salaires primes de fauves et primes de gibier 8

SALAIRES Primes de fauves et primes de gibier 8

Suspension du contrat de travail 5

T

Temps de travail , repos hebdomadaire 3

Texte de base 1

TITRE Ier

- Dispositions generales 1

TITRE II

- Procedure de conciliation et de mediation 1

TITRE III

- Droit syndical et liberte d'opinion - Delegates du personnel 2

TITRE IV

- Classification des emplois 2

TITRE IX

- Conges 5

TITRE V

- Salaires 2

TITRE VI

- Paiement des salaires 3

TITRE VII

- Temps de travail , repos hebdomadaire 3

TITRE VIII

- Forclusion, Suspension, Cessation du contrat de travail 4

TITRE X

- Hygiene et securite du travail 6

TITRE XI

- Formation professionnelle et permanente 7

«

« Assurance deces » 7

« Garanties de salaire en cas de maladie ou d'accident du travail » (1) 6

« Habillement pour la protection du travailleur » 6

« Repos compensateur » 5

